

Concours BLSES

Session 2023

Rapport de jury

∞

**École d'Économie et de Sciences Sociales
Quantitatives de Toulouse (TSE)**

Épreuves d'admissibilités et d'admission

Avant Propos

L'École d'Économie de Toulouse (TSE) vous propose un rapport d'expérience et livre ses impressions et ses recommandations à la suite de sa deuxième participation au concours BLSES.

Ce document est destiné aux étudiants de Khâgnes B/L.

Par sa présence à la Banque d'épreuves Lettres et Sciences Économiques et Sociales (BLSES), l'École d'Économie de Toulouse offre la possibilité aux étudiants de Khâgnes B/L d'entrer dans ses parcours en Licence 3 Économie ou en Licence 3 Économie-Mathématiques.

12 places sont disponibles.

Ce rapport vise à éclairer le lecteur sur les modalités d'examen et les attentes des jurys.

Accompagné de plusieurs sujets utilisés pour les trois épreuves orales, ce rapport vise plus largement à aider à la préparation des épreuves orales de l'École d'Économie de Toulouse.

MOT DE STÉPHANE GREGOIR

*Doyen de l'École d'Économie de Toulouse
Président du jury*

L'École d'Économie et de Sciences Sociales Quantitatives de Toulouse – TSE est présente dans la banque de concours BL-SES depuis 2022 pour faire connaître son projet pédagogique de formation par la recherche dans les domaines de l'économie et des sciences sociales quantitatives à des esprits curieux et brillants.

Il nous semble que l'offre de formation de l'école est susceptible de répondre aux appétits de connaissance des élèves de Khâgnes et de contribuer à leur donner des opportunités professionnelles de qualité, que ce soit dans le monde académique, celui des administrations nationales et internationales ou dans les grandes entreprises en France et à l'étranger.

L'intégration professionnelle et le succès dans ces différents domaines de nos anciens illustrent leur potentiel. Je vous invite à lire les témoignages disponibles sur le site de l'École.

Ce rapport vise à aider les étudiants intéressés à se préparer au mieux pour réussir les épreuves orales d'admission dans l'École.

Je vous en souhaite bonne lecture.

CONCOURS ET CANDIDATS

1- *Inscription*

487 candidats se sont préinscrits aux épreuves de l'École d'Économie et de Sciences Sociales Quantitatives de Toulouse – TSE.

236 ont confirmé leur souhait lors de la phase d'inscription (frais d'inscription (50€) ou exonération pour les boursiers).

2- *Épreuves d'admissibilité*

236 candidats se sont présentés aux épreuves écrites.

Celles-ci réunissaient cinq épreuves, totalisant 50 coefficients sur 80 :

- ❖ Philosophie (6h, coefficient 5)
- ❖ Sciences sociales (6h, coefficient 8)
- ❖ Mathématiques (4h, coefficient 24)
- ❖ Langue vivante étrangère (3h, coefficient 5)
- ❖ Option : sociologie ou économie (5h, coefficient 8)

Les programmes de ces épreuves sont ceux des classes préparatoires B/L.

Une note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

134 candidats ont été déclarés admissibles.

3- *Épreuves d'admission*

La suite de ce rapport comprend le retour de chacun des responsables d'épreuve.

Une présentation de l'épreuve, un commentaire et des évolutions pour la prochaine édition sont données, accompagnées de plusieurs documents parmi lesquels des annales et corrections.

Le format de ces épreuves demeure inchangé pour l'édition 2024.

Rapport de jury

Oraux d'admission du concours BLSES

MATHÉMATIQUES

28 juin – 5 juillet 2023



STATISTIQUES

NOTE MOYENNE 13,1/20

NOTE LA PLUS BASSE 6/20

ÉCART-TYPE 3,6

NOTE LA PLUS ÉLEVÉE 20/20

DOCUMENTS ASSOCIÉS

- Deux sujets et leur analyse
- Consignes communiquées aux candidats
- Document utilisé par le jury pour l'évaluation

1- BILAN DE L'ÉPREUVE

Le programme des classes préparatoires B/L est moins ambitieux que ce qui est fait à TSE durant les deux premières années de licence. Cependant, un apprentissage bien maîtrisé de CPGE donne aux étudiants les bases nécessaires à la poursuite d'un parcours brillant à TSE. Cela nécessite d'acquérir des notions mathématiques complémentaires (notamment en algèbre linéaire) mais la force de travail acquise pendant les années de classe préparatoire permet à tout étudiant motivé d'y arriver sans problème.

Les membres du jury de mathématiques ont trouvé que les candidats avaient en mathématiques un meilleur niveau que l'année précédente. L'attitude des candidats, dans un oral de concours, est souvent très satisfaisante. Certains font attention à employer un vocabulaire adapté et précis (et se reprennent même eux-mêmes quand ils sont imprécis). C'est un exercice qui est visiblement bien préparé. Les candidats présentent bien leurs résultats, savent aller à l'essentiel lors de rédaction de solutions au tableau, et savent, généralement, bien interagir avec le jury. Ce dernier point est cependant encore perfectible : trop de candidats suivent fixement leur idée alors que le jury tente de les remettre sur une meilleure piste. Il a aussi été apprécié que les candidats sachent reconnaître humblement quand une question de cours n'est pas sue. En probabilité les candidats font preuve d'une certaine dextérité à manipuler les arbres et les calculs

pratiques mais manquent parfois de recul théorique et de précision dans l'utilisation du vocabulaire et des résultats.

Après une rapide présentation des membres du jury et du déroulé de l'oral, le candidat est invité à présenter ses réflexions sur le problème préparé. Il est recommandé de traiter en priorité les questions que le candidat sait résoudre, puis les questions sur lesquelles il a eu des pistes ou des idées mais n'a pu les mener à bien. Puis, le candidat réfléchit sur l'exercice non-préparé. Cette dernière épreuve permet de voir comment ce dernier explore une question en temps réel. Dans l'ensemble des deux épreuves, le jury aide le candidat à avancer quand il est bloqué et vérifie régulièrement que les concepts sont bien compris, parfois en posant des questions supplémentaires qui ne sont pas sur les planches. Pour départager les quelques excellents candidats, le jury propose parfois des questions qui sortent de la résolution classique des exercices.

Les membres du jury, pendant les oraux, font montre de peu d'expressivité, mais sont naturellement souriants et bienveillants. Certains candidats manquent de confiance en eux et cherchent l'assentiment des membres du jury, assentiment qui leur est donné. Cependant, nous encourageons les candidats à ne pas se baser sur l'attitude des membres du jury pour se faire une idée de leur réussite, ou non, à cette épreuve.

Un rapport plus détaillé de l'épreuve de mathématiques, avec l'ensemble des planches et leurs corrigés, sera publié en fin d'année et envoyé à l'association des professeurs de classes préparatoires B/L par l'intermédiaire de M. Mano son président.

2- PERSPECTIVES

Donner plus de poids à la note qualitative – Présentement pondérée à 25%, l'ensemble des membres du jury de mathématiques souhaite donner plus de poids à la note qualitative par rapport à la note quantitative, quitte à avoir plusieurs items comme : connaissance du cours, réactivité aux interactions avec le jury, capacité à prendre du recul, etc. La note qualitative est moins sujette aux inégalités de différence de difficulté dans les sujets. Nous devrions l'an prochain attribuer à ces deux notes, quantitative et qualitative, un poids égal de 50%.

Organisation des oraux - L'année prochaine les épreuves du concours devraient être plus concentrées avec plusieurs oraux de mathématiques sur la même planche sur une même demi-journée. Cela permettra aux membres du jury de pouvoir davantage comparer les candidats entre eux afin de mieux harmoniser les notes.

3- EXERCICES CHOISIS

- Planche n° 1 : Première partie – Problème avec préparation,
- Les documents ne sont pas autorisés,
- Nombre de pages : 1.

Problème. — Soient $(\mathbb{R}^n, \|\cdot\|)$ et $\langle \cdot, \cdot \rangle$ le produit scalaire usuel associé. On note $x \perp y$ si x et y sont orthogonaux.

Soient $f \in \mathcal{L}(\mathbb{R}^n)$ et $\lambda > 0$. On dit que f est une similitude de rapport λ si pour tout $x \in \mathbb{R}^n$, $\|f(x)\| = \lambda\|x\|$.

1. Soit $(u, v) \in (\mathbb{R}^n)^2$ tels que $u + v \perp u - v$. Démontrer que $\|u\| = \|v\|$.
2. Démontrer que f est une similitude de rapport λ si et seulement si, pour tout $(x, y) \in (\mathbb{R}^n)^2$, $\langle f(x), f(y) \rangle = \lambda^2 \langle x, y \rangle$.
3. On dit que f conserve l'orthogonalité si pour tout couple $(x, y) \in \mathbb{R}^n$, si $x \perp y$, alors $f(x) \perp f(y)$. On souhaite prouver que f est une similitude si et seulement si f est non-nulle et conserve l'orthogonalité.
 - (a) Prouver le sens direct.
 - (b) Réciproquement, on suppose que f est non-nulle et préserve l'orthogonalité. Soit (e_1, \dots, e_n) une base orthonormale de \mathbb{R}^n . Démontrer que, pour tout couple (i, j) , $\|f(e_i)\| = \|f(e_j)\|$.
 - (c) Conclure.

- Planche n° 1 : Deuxième partie – Exercice sans préparation,
- Les documents ne sont pas autorisés,
- Nombre de pages : 1.

Exercice. — Pour tout entier naturel n , on pose $I_n = \frac{1}{n!} \int_0^1 (1-t)^n e^t dt$.

1. Calculer I_0 et I_1 .
2. Montrer que pour tout entier n , $0 \leq I_n \leq \frac{e}{n!}$.
3. En déduire $\lim_{n \rightarrow +\infty} I_n$.
4. Montrer que pour tout entier n , $I_{n+1} = I_n - \frac{1}{(n+1)!}$.
5. Montrer que pour tout entier n , $\forall n \geq 0$, $I_n = e - \sum_{k=0}^n \frac{1}{k!}$.
6. En déduire la valeur de $\lim_{n \rightarrow +\infty} \sum_{k=0}^n \frac{1}{k!}$.
7. Quel résultat du cours retrouve-t-on ?

- Planche n° 9 : Première partie – Problème avec préparation,
- Les documents ne sont pas autorisés,
- Nombre de pages : 1.

Problème. — Un péage comporte 10 guichets, numérotés de 1 à 10.

Soit N la variable aléatoire donnant le nombre de voitures arrivant au péage en 1 heure. N suit une loi de Poisson de paramètre λ , avec $\lambda > 0$. Une voiture peut passer par n'importe quel guichet, de manière équiprobable et indépendamment des autres. On note X la variable aléatoire donnant le nombre de voitures se présentant au guichet numéro 1 en 1 heure.

1. Que vaut l'espérance de N : $E(N)$?
2. Comment peut-on interpréter la valeur de λ ?
3. Soit $i \in \mathbb{N}$.
 - (a) Pour $k < i$, déterminer sans calcul ce que vaut $P_{[N=k]}(X = i)$.
 - (b) Pour $k \geq i$, déterminer $P_{[N=k]}(X = i)$.
 - (c) En utilisant la formule des probabilités totales, déterminer $P(X = i)$.
4. En simplifiant l'expression ci-dessus, en déduire la loi de X .
5. X admet-elle une espérance ? Une variance ? Si oui que valent-elles ?

- Planche n° 9 : Deuxième partie – Exercice sans préparation,
- Les documents ne sont pas autorisés,
- Nombre de pages : 1.

Exercice. — On considère l'application :

$$f : \begin{cases} \mathbb{R}^3 & \rightarrow \mathbb{R}^3 \\ (x, y, z) & \mapsto (2x + y + z, x + 2y - z, x - y + 2z) \end{cases}$$

1. Montrer que f est un endomorphisme de \mathbb{R}^3 .
2. Montrer qu'il existe $\lambda \in \mathbb{R}$ tel que $f \circ f = \lambda f$.
3. Déterminer une base de $\text{Ker } f$ et une base de $\text{Im } f$.
4. Montrer que $p = f/\lambda$ est un projecteur de \mathbb{R}^3 .

4 – ANALYSES DES ORAUX

Planche 1

Exercice : **Indications données :**

1. Exercice classique autour des suites définies par une intégrale.
2. Cet exercice permet de travailler les IPP, l'encadrement des termes d'une suite définie par une intégrale, le th. des gendarmes, etc.
3. Q2) : Le candidat doit penser à encadrer d'abord la fonction sous l'intégrale sur l'intervalle $[0, 1]$.
Le jury pourra guider le candidat pour l'encadrement de f si le candidat s'y prend mal.
4. Le candidat doit penser à faire une IPP car c'est une technique classique pour déduire une relation de récurrence pour une suite définie par une intégrale. Le jury fera attention au fait que le candidat n'oublie pas de dire que les fonctions u et v sont de classe C^1 sur $[0, 1]$ afin de faire l'IPP.
5. Le candidat ne pensera peut être pas à montrer la Q4) par récurrence, pourtant il devrait y penser du fait qu'à la Q3) il a déduit une relation de récurrence entre les termes de rang n et $n + 1$ de la suite (I_n) . Autrement le jury pourra lui donner une indication sur le raisonnement à utiliser.

Planche 9

- Problème : **Indications données :**

1. Cet exercice permet de vérifier que le candidat connaît ses lois usuelles (notamment celle de Poisson et celle binomiale), qu'il maîtrise la formule des probas totales appliquées à un s.c.e infinis et qu'il a une bonne technicité en terme de manipulation et de calcul de séries.
2. Q1) permet de vérifier le cours, peut être l'occasion de demander au candidat ce que représente pour lui l'espérance d'une v.a de manière générale et lui demander notamment si une v.a admet toujours une espérance et si non sous quelles conditions elle en admet une.
3. Q2)b) la réponse est donnée, cela permet de voir si le candidat repère une loi binomiale et si cela l'aide à interpréter la probabilité demander. La formulation en introduisant une v.a. Y n'est pas nécessaire, une phrase justificative suffit. L'important c'est que le candidat comprenne que sachant $N = k$, X ne peut prendre que des valeurs entre 0 et k , ce qui correspond à un support fini et dise que l'on a faire à un schéma de Bernoulli.
4. Q2)c) la formule en elle-même donne pas mal d'information. Le fait notamment que la série commence avec l'indice i et non 0 donne d'une certaine manière la réponse à la Q2)a). Et la Q2)b) donne l'indication du sce à utiliser puisque les probabilités conditionnelles demandées font intervenir les événements $(N = k)_{k \in \mathbb{N}}$.
5. Q3) permet de voir le degré de maîtrise du calcul de la valeur de séries par le candidat. Si le candidat n'a pas réussi cette question, à l'oral des indications pourront lui être données (simplification du coeff. binomial, chg d'indices, etc) et le jury pourra ainsi voir sa réactivité face à ces indications.
6. Q4) c'est du cours.

Ce problème n'est pas difficile. Ceux qui n'ont pas réussi à résoudre les questions 3a et 3b ont été aidés par le jury qui donnait le résultat final. Ceci leur a souvent permis de répondre à la question en reconnaissant la forme de la solution. La justification de la loi binomiale manquait généralement de rigueur.

- Exercice : c'est un exercice facile. Si la preuve de la linéarité est souvent réussie, le concept d'endomorphisme est parfois moins clair. Certains ont besoin d'aide pour comprendre le lien entre opération sur les applications linéaires et leur représentation matricielle. Ceux qui ont pensé à justifier l'endomorphisme en introduisant l'application $X \mapsto AX$ où A est la matrice représentative de f dans la base canonique ont pu ensuite faire aussi les deux autres questions facilement.

Concours BLSES

Épreuve orale d'admission : Mathématiques

Consignes

Durée de l'épreuve : 30 minutes

Durée de la préparation : 30 minutes

Liste des documents autorisés : aucun

Liste des matériels autorisés : aucun

Précisions sur l'épreuve

Le candidat a 30 minutes pour préparer le problème tiré.

Puis il a 15 minutes pour présenter le fruit de ses réflexions. Durant les 15 minutes suivantes, le candidat sera interrogé sur un autre exercice, plus proche de ce qui est généralement résolu en cours.

L'attitude des membres du jury ne préjuge pas de la note qui sera donnée à l'épreuve.

Concours BLSES 2023
-
Épreuve orale de Mathématiques

NOM & Prénom du candidat :

Date et heure :

Planche n°

1 - Notation qualitative

Le cours n'est pas bien maîtrisé. **6 ~ 7**
Plusieurs erreurs importantes sont commises.

Le cours est plutôt maîtrisé. **8 ~ 12**
Les candidat.e.s commettent quelques erreurs, parviennent à traiter plusieurs questions du sujet mais ne tirent pas vraiment profit des interactions avec le jury.

Le cours est globalement bien maîtrisé **13 ~ 15**
Les candidat.e.s ne commettent pas beaucoup d'erreurs et ont plutôt bien avancé dans le sujet, avec une aide conséquente du jury.

Le cours est bien maîtrisé. **>16**
Les candidat.e.s ont avancé de manière autonome sur le sujet et réagissent bien aux indications du jury.

Notation qualitative : **/ 20**

2 - Note quantitative

Problème

/10

Commentaires :

Exercice

/10

Commentaires :

Notation quantitative :

/ 20

3 - Commentaires généraux et note finale

Sens de l'écoute, capacité à se saisir d'une question, précision des réponses, qualité de la réflexion, interaction avec les membres du jury...

Notation finale :

/ 20

Rapport de jury

Oraux d'admission du concours BLSES

ENTRETIEN

28 juin – 5 juillet 2023

STATISTIQUES

NOTE MOYENNE 15,1/20

NOTE LA PLUS BASSE 10/20

NOTE LA PLUS ÉLEVÉE 20/20

ÉCART-TYPE 2,6

DOCUMENTS ASSOCIÉS

- Deux sujets avec leurs attendus
- Grille d'évaluation utilisée par le jury
- Déroulé et critères d'évaluation

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE :

Commentaire d'article d'actualité économique :

De nature économique, les sujets sont présentés sous la forme d'un texte de 3 pages au maximum et contiennent au plus 3 documents.

Les sujets n'ont pas d'intitulé.

Le candidat tire au sort un sujet et dispose de 30 minutes de préparation.

Ensuite, chaque candidat commente le document pendant 15 minutes.

Pour terminer, le jury interroge le candidat pendant 10 minutes. Le jury peut poser des questions pour nuancer certains arguments ou clarifier certains concepts mais également pour aborder des points qui auraient été omis par le candidat.

Présentation personnelle :

Le candidat présente son parcours et son projet de poursuite d'études pendant 5 minutes. À la suite de cette présentation, un échange de 15 minutes avec le jury a lieu.

Le barème de l'épreuve d'entretien a été construit de manière que la note minimale de l'épreuve soit égale à 10/20.

BILAN DE L'ÉPREUVE & RECOMMANDATIONS :

Le commentaire d'article :

Les prestations des candidats montrent que, dans l'ensemble, la thématique du sujet et ses enjeux ont bien été identifiés notamment grâce à l'utilisation des sources des textes mentionnées dans chaque sujet. Les candidats ont, dans l'ensemble, structuré leur présentation autour de la problématique du sujet, utilisé à bon escient les concepts associés et mené une analyse critique argumentée. Ils ont par ailleurs su mobiliser des connaissances et des références pertinentes dans le temps imparti.

Certains points peuvent toutefois être améliorés.

La présentation de certains candidats a été brève, inférieure à 15 minutes. Des candidats bâtissent des exposés qui dupliquent, ou peu s'en faut, la structure du ou des documents sans chercher à proposer une construction personnelle. Certains candidats n'indiquent pas la problématique du texte dans leur introduction ; d'autres n'annoncent pas le plan de leur présentation ; certains candidats ne disposent pas d'assez de temps pour conclure ; des candidats proposent un commentaire qui suit pas à pas la progression du texte et n'apportent pas d'éléments supplémentaires par rapport à ceux avancés dans le texte.

En matière d'analyse et de réflexion, certains candidats ont bien compris le texte mais n'ont pas suffisamment discuté la thèse du ou des auteurs. En matière de réponses aux questions du jury, certains candidats ont pu perdre le fil de leur argumentation quand leur réponse est un peu longue. Les membres du jury ont parfois identifié un manque de maîtrise de certains concepts pour certains sujets comme l'asymétrie d'information, l'aléa moral, la sélection adverse, les surplus du consommateur et du producteur, et la perte sèche éventuelle. Les jurys peuvent demander aux candidats d'aller au tableau pour présenter un graphique et raisonner sur celui-ci. Le candidat doit être attentif aux unités des axes, aux noms des fonctions et à la nature des variables.

La présentation personnelle :

Les prestations des candidats montrent que, dans l'ensemble, ils ont réussi à présenter leur parcours, leur motivation de poursuite d'études à TSE et quelques centres d'intérêt dans le temps imparti, sans suivre leurs notes. La plupart des candidats ont su structurer leur présentation. Le jury a apprécié la clarté, la fluidité et le dynamisme de certaines présentations ainsi que le sens de l'écoute et la réactivité des candidats.

Dans l'ensemble, les réponses des candidats ont permis au jury d'apprécier leur degré d'implication dans des activités extrascolaires et d'identifier la cohérence de leurs centres d'intérêt et de leur projet de poursuite d'études à TSE.

Certains points peuvent toutefois être améliorés. La présentation de certains candidats a été brève, inférieure à 5 minutes. Le candidat peut présenter des activités extrascolaires dans lesquelles il s'est investi avant d'intégrer la première année de BL. La motivation de la poursuite d'études à TSE ne peut se réduire à une appétence pour les mathématiques ou pour la recherche ; le projet de poursuite en Master doit être explicité et motivé même si les candidats pourront modifier ce projet en cas d'admission à TSE. Les membres du jury ont apprécié les prestations où les candidats fournissent des informations sur la vie de l'École, son offre de formation et ses dispositifs pédagogiques

SUJETS

. Sujet 23 - 2

NB – En février 2 000, AXA a doublé le prix des primes de 6 770 contrats depuis une décennie très déficitaires. Souscrites par des parents, ces assurances permettent qu'après leur décès soit versée à leurs enfants handicapés une rente. L'*Unapei* (Union nationale des amis et parents d'enfants handicapés mentaux) a, depuis, négocié une solution pérenne. Cet article s'inscrit dans le débat concomitant.

« La levée de boucliers à propos des contrats [...] de l'*Unapei* révèle [...] que les Français attendent des compagnies d'assurances une solidarité vis-à-vis des laissés-pour-compte [...]. Pour beaucoup, [...] il faut à tout prix empêcher les assureurs de participer aux mécanismes [...] à fort effet redistributif. Augmenter l'emprise de l'assurance privée sur les mécanismes de solidarité reviendrait [...] à en organiser l'inexorable démantèlement. [...] Avec un argument [...] simple : si une compagnie [...] supporte pour certains assurés un rapport sinistres sur primes très supérieur à un, elle doit compenser sa perte par des gains dans d'autres segments.

Autrement dit, il faut que les autres assurés acceptent de payer une prime supérieure à ce qu'ils coûtent. Mais cette subvention croisée n'est pas soutenable à moyen terme si la compagnie subit la concurrence d'autres compagnies sur ces segments profitables. Car les compagnies qui ne participent pas à la solidarité n'hésiteront pas à offrir des primes plus favorables. La compagnie solidaire sera alors confrontée à une désaffection de ses assurés profitables. A terme, elle sera forcée de revoir à la hausse ses contrats subventionnés ou de faire faillite. La concurrence incontrôlée tue la solidarité. Il est donc *a priori* difficile de demander à une entreprise privée d'organiser une solidarité non inscrite dans ses missions. [...]

Serait-il impossible d'organiser la solidarité par le marché ? La question prend un relief certain alors que l'Etat tend à délaisser son rôle [...] de redistributeur de richesse [...] du fait] de la concurrence fiscale entre nations et des inefficacités dues au poids des impôts. [...] Si [...] une concurrence sauvage rend impossible une solidarité par le marché, une concurrence régulée permet des subventions croisées. La solidarité en assurance, c'est déconnecter le calcul des primes du niveau de risque. Il en va ainsi de l'assurance des catastrophes naturelles avec une surprime de 12 % payée par chaque assuré indépendamment du risque. Au cinquième étage, on paie la même prime d'assurance inondation qu'en habitant les pieds dans l'eau. L'un est donc solidaire des risques supportés par l'autre. Il faut, pour que cela, que l'Etat parvienne à imposer trois principes : une tarification uniforme, l'obligation d'assurance des ménages les moins exposés et l'obligation pour un assureur d'assurer les ménages les plus risqués. Qu'une condition manque et le système s'effondre tel un château de cartes [...]. Car il ne suffit pas de demander aux assureurs de ne pas

moduler les primes selon le risque. Il faut aussi obliger les meilleurs risques à s'assurer, pour garantir l'assiette de la redistribution [...]

Des formes de solidarité par l'assurance de marché ont montré leur robustesse : système de catastrophes naturelles, complémentaire santé, assurance-vie des séropositifs. Convenablement régulée, la solidarité par les marchés d'assurance est possible. Est-elle désirable ? Le cas des enfants handicapés ne souffre alors pas de discussion mais d'autres solidarités sont *a priori* plus discutables. Car, dans bien des cas, le degré de risque supporté par l'assuré n'est pas vraiment exogène. Un effort de prévention (antivol auto, détecteur incendie, prévention sanitaire...) peut permettre de réduire les risques. En concurrence libre, les efforts de prévention vérifiables sont récompensés par des baisses de primes liées à la réduction du nombre de sinistres attendu et c'est un système incitatif au bénéfice de tous qui fonctionne.

Or imposer la solidarité entre assurés de risques différents, c'est empêcher de récompenser ceux réalisant ces efforts, Et augmenter les risques supportés par la société. Le cas de l'assurance de catastrophes naturelles est édifiant, les constructeurs d'habitation en zone inondable ayant transféré le risque à la communauté sans en subir de conséquence néfaste. D'où l'aberration de certaines constructions trop systématiquement sinistrées et indemnisées en France. Avec un schéma de fixation non concurrentielle des prix, qui déterminera le juste niveau des primes ? Ne risquons-nous pas un arbitraire dans le choix des classes de risques favorisées ? Et qui incitera les assureurs à garantir une qualité de service suffisante dès lors que le client, obligé de s'assurer, ne pourra quitter les assureurs moins efficaces ? Des régulations avec concurrence sur la qualité peuvent répondre à ces questions.

La solidarité est l'essence de la vie sociale. Dans les sociétés agraires, famille et tribu l'assurent. L'Etat-providence organise des distributions gratuites de blé à Rome, et la sécurité sociale plus tard. Or sa crise en remet en cause l'organisation. Parce qu'on la confond souvent avec la solidarité, l'assurance est au coeur de cette tourmente. Pourtant la solidarité s'exerce par les prix dans divers secteurs économiques, pour la politique agricole commune soutenant les revenus d'agriculteurs pauvres par des prix artificiellement élevés, ou avec le système de salaire minimum pour soutenir le revenu des moins qualifiés. Au nom de la solidarité nationale, toutes sortes de redistributions s'opèrent par les prix. Elles créent des distorsions économiques dont le coût peut excéder les bénéfices. Une vraie politique sociale passe donc par l'évaluation précise de ces mécanismes pour établir la meilleure manière d'atteindre une allocation plus juste des richesses. Le capitalisme à visage humain, s'il existe, est à inventer et impose [...] de réguler la concurrence entre assureurs »

Source : « Assurance et solidarité », Christian GOLLIER *Le Monde*, 29 février 2000

Concepts nécessaires

risque ; incertitude ; sinistre ; mutualisation ; distribution de probabilités ; diversification des risques ; loi des grands nombres ; assurance ; prime d'assurance ; ratio sinistres à primes ; subvention ; subvention croisée ; assurance obligatoire ; redistribution ; stratégie d'écrémage ; entreprise à mission ; concurrence (types de) ; processus concurrentiel ; barrières à l'entrée ; coûts non récupérables ; contestabilité d'un marché ; stratégie de prédation ; concurrence fiscale ; écart interdéclit ; coefficient de Gini ; catastrophe naturelle ; risque non assurable ; réassurance ; tarification ; assurance obligatoire ; refus de vente ; vente liée ; asymétrie d'information ; antisélection / sélection adverse ; aléa moral / moral hazard ; contrat incitatif ; contrats séparateurs ; assurance v.s. assistance ?.

Notions complémentaires

prix plancher / plafond et leurs justifications ; effets du blocage d'un prix ; salaire minimum (modalités d'indexation, buts et effets) ; minima sociaux ; pauvreté (définitions et mesure) ; causes de la pauvreté ; surplus du consommateur / du producteur ; effets sur les surplus et sur la perte ou coût social d'un prix réglementé ; groupe d'intérêts et lobbies ; réglementeur vénal ; capture de la réglementation.

Connexions et remarques attendues, questions et perspectives possibles**- 1 - Des assurances pour mutualiser les effets du risque**

. Historiquement, quelles ont été les premières assurances ? Pourquoi des assurances maritimes ? Ont-elles contribué au développement de l'activité économique ? Certaines assurances sont obligatoires dès les XVII^{èmes}-XVIII^{èmes} siècles, lesquelles, pourquoi ? Peut-on assurer tous les risques ? A quelles conditions ?

. Qu'est-ce que « mutualiser » ? Pourquoi imposer aux loteries d'être un monopole d'Etat ? Quel rôle pour l'Etat dans la création et la gestion des sociétés de secours mutuel ouvrières au XIX^{ème} siècle ? Même non mutualiste peut-on dire que tout mécanisme d'assurance mutualise ? Pourquoi une compagnie d'assurances doit-elle « diversifier les risques » ? Comment ? Pourquoi doit-elle se réassurer ?

. Pourquoi une compagnie d'assurances doit-elle conserver un « rapport sinistres sur primes » d'un niveau suffisant ? Sinon ? Que sont des « réserves mathématiques » ? Quels actifs les constituent ? Peut-on en déduire quelque chose sur le poids économique et financier de ces compagnies sur divers marchés ?

. Sujet 23 - 4

« Il est crucial de décourager l'utilisation de combustibles fossiles tels le charbon, le fioul et l'essence pour réduire l'accumulation dans l'atmosphère de gaz à effet de serre piégeant la chaleur. Tarifier le carbone constitue une incitation généralisée à consommer moins d'énergie et se tourner vers des combustibles moins polluants ; elle envoie aussi un signal de prix essentiel pour orienter les nouveaux investissements sur des technologies propres. Avec 5 choses à savoir sur cette tarification :

1 – Qui est facile à mettre en œuvre. Il est simple d'administrer une taxe sur la teneur en carbone des combustibles fossiles ou leurs émissions de dioxyde (CO₂) comme l'extension de taxes existantes. Celles sur le carbone peuvent améliorer la prévisibilité des prix d'émission futurs, ce qui n'est pas anodin pour mobiliser des investissements en faveur de technologies propres. Les recettes des taxes sur le carbone peuvent servir à en diminuer d'autres onéreuses pour les travailleurs et les entreprises, ou à financer l'investissement dans les technologies climatiques.

Tarifier le carbone peut aussi passer par des systèmes d'échange de droits d'émission : les entreprises doivent acheter des autorisations pour chaque tonne de gaz à effet de serre qu'elles émettent, mais le nombre de permis délivrés par les autorités est limité. Les entreprises peuvent vendre et acheter des permis, fixant ainsi un prix d'émission. Les systèmes d'échange de droits peuvent être conçus pour imiter les avantages inhérents aux taxes grâce à des mécanismes de stabilisation des prix : prix planchers, mesures destinées à accroître les recettes (enchères, par exemple).

2 – Qui monte en puissance. Plus de 60 programmes de taxation et d'échange de droits d'émission ont vu le jour aux niveaux régional, national et local. Ces derniers mois, d'importantes initiatives de tarification ont été lancées en Chine et en Allemagne, et le prix d'émission dans l'Union européenne dépasse 50 euros la tonne, le Canada annonçant 170 dollars canadiens la tonne pour le sien d'ici à 2030.

Mais seulement un cinquième environ des émissions mondiales sont couvertes par un programme de tarification, et le prix moyen n'est que de 3 dollars la tonne dans le monde. Soit très loin des 75 dollars environ nécessaires pour que les émissions baissent assez et que le réchauffement de la planète reste inférieur à 2 °C.

3 – Qui devrait s'inscrire dans une stratégie d'atténuation globale, comprenant des mesures d'accompagnement en améliorant efficacité et acceptabilité.

Les incitations créées par la tarification du carbone peuvent être renforcées par une réglementation sur les prix d'émission ou un système de *bonus-malus* dans lequel

- 2 - La solidarité par l'assurance et le marché, comment ?

. Quels effets a « catastrophe naturelle » sur le rapport sinistres sur primes ? Pourquoi le législateur adopte-t-il des dispositions spécifiques pour les contrats et la gestion assurantielle de ce risque ? Peut-on donner une définition économique de la « solidarité » ? Pour les « catastrophes naturelles », y a-t-il en France « solidarité par les marchés d'assurance » ? Discuter.

. Qu'est-ce que l'« écrémage » de la part d'une entreprise sur un marché ? Que provoque-t-il pour les concurrents ? Quels sont les inconvénients pour le consommateur d'être face à un monopole ? Face à tous les monopoles ? Qu'est-ce qu'une « subvention croisée » ? En microéconomie, dans quelles situations utilise-t-on ce concept ? Y a-t-il des cas où l'existence d'un monopole se justifie ? Discuter à l'aide d'exemples.

. Qu'est-ce que l'« aléa moral » ? En donner un exemple tiré du texte. Les assureurs peuvent-ils le prévenir ex ante ? Comment ? Le réduire ex post ? Qu'est-ce qu'une « concurrence par la qualité » ? Comment éviter qu'un client soit « captif » d'un offreur ? Les prix des marchés agricoles européens peuvent-ils ignorer les marchés mondiaux ? Le blocage d'un prix assure-t-il une « solidarité par le prix » bénéfique aux plus modestes ? Avec quels coûts ? Avec justice ? Y a-t-il des solutions plus justes ? Aisées à mettre en œuvre ?

les redevances ou remises applicables à certains produits (véhicules, appareils, etc.) ou entreprises (centrales électriques, aciéries, etc.) dépendent de l'intensité de leurs émissions. Moins efficaces qu'une tarification du carbone, ces instruments n'encouragent pas les conducteurs à moins conduire mais sont moins sensibles au plan politique et permettent d'éviter une forte hausse des prix de l'énergie.

Utiliser les recettes de la tarification du carbone pour stimuler l'économie et contrer les effets négatifs du renchérissement des combustibles peut aider à rendre la stratégie plus acceptable. Des mesures de transition justes (renforcement de la protection sociale ou reconversions professionnelles) sont indispensables pour aider les ménages modestes ainsi que les travailleurs et les régions vulnérables ; le financement de telles mesures n'absorberait qu'une faible partie des recettes.

Des investissements publics doivent financer les infrastructures liées aux technologies non polluantes que le secteur ne peut pas forcément fournir : bornes de recharge pour véhicules électriques, extensions de réseaux électriques pour intégrer les sources d'énergie renouvelables comme l'éolien ou le solaire, etc.

Enfin, il faudra aussi tarifier le carbone dans la sylviculture et l'agriculture.

4 – Qui peut faire l'objet d'une coordination internationale reposant sur un prix plancher. Lancer une tarification à grande échelle reste difficile quand des pays agissent de façon unilatérale, s'inquiètent pour la compétitivité de leur industrie et n'ont aucune certitude quant aux mesures que pourraient prendre d'autres pays. Le FMI a donc proposé un prix plancher international du carbone complétant et renforçant l'accord de Paris avec deux composantes :

D'abord, pour faciliter les négociations, un prix plancher limité aux pays responsables de la majorité des émissions mondiales. Un accord Chine-États-Unis-Inde-Union européenne couvrirait ainsi 64 % des futures émissions de CO₂ au monde. Étendu aux pays membres du *Groupe des Vingt* (G20), il en couvrirait 85 %.

Ensuite, le même prix plancher serait mis en œuvre par chaque pays ce qui serait simple à comprendre et efficace. Car la montée en puissance simultanée de la tarification dans les principaux pays émetteurs serait le meilleur moyen de régler les problèmes de compétitivité et d'incertitude sur les politiques suivies par les autres. Mais chacun conserverait la possibilité de fixer un prix supérieur au plancher pour pouvoir tenir ses engagements au titre de l'accord de Paris.

Le prix plancher doit être calculé avec pragmatisme, les pays en développement pouvant pratiquer des planchers plus bas et bénéficier de mécanismes de soutien financier et technologique. Il pourrait aussi être défini de façon souple pour conve-

nir aux pays où la tarification carbone est politiquement sensible, sous réserve d'appliquer d'autres mesures aboutissant aux mêmes réductions d'émissions.

Un prix plancher international peut être incroyablement efficace : avec un prix de 75 dollars la tonne en 2030 pour les pays avancés, de 50 dollars pour les émergents à revenu supérieur comme la Chine et de 25 dollars pour les émergents à faible revenu telle l'Inde, le réchauffement climatique resterait inférieur à 2 °C avec seulement 6 participants (Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Union européenne) les autres membres du G20 tenant leurs engagements de l'accord de Paris

5 – Qui, conçu dans un souci de pragmatisme, constituerait une piste plus prometteuse que les autres. Un autre système pourrait imposer à tous les participants le même prix. Mais cela ne permettrait pas de garantir l'équité par une différenciation des prix planchers et ne saurait convenir aux pays où il est difficile d'attribuer un prix au carbone pour diverses raisons, notamment politiques.

Une autre option serait pour les participants de s'accorder sur des objectifs d'émission annuels rendus progressivement plus restrictifs, mais elle nécessite de s'entendre sur un plus grand nombre de paramètres. Avec un jeu à somme nulle : si un pays insiste pour bénéficier de plus de souplesse, les autres devront respecter des objectifs plus stricts. En outre, cette solution ne dissipe pas les incertitudes relatives aux politiques que chaque pays participant pourrait adopter.

Sans prix plancher international ou dispositif similaire, les pays imposeront sans doute de manière unilatérale des droits sur les importations à forte intensité de carbone avec des mesures d'ajustement aux frontières. L'Union européenne a annoncé une proposition de ce type en juillet 2021 mais n'est pas seule à l'envisager. Or, en matière d'intensification des efforts mondiaux d'atténuation, ce régime serait bien moins efficace qu'un prix plancher international. Car des ajustements carbone aux frontières porteraient sur les émissions liées aux produits importés pas sur les volumes gigantesques émis ayant d'autres sources (centrales électriques, vente de produits manufacturés sur le marché intérieur, bâtiments, transports, etc.). »

Source : « 5 choses à savoir sur la tarification du carbone », Ian PARRY (expert principal en politique budgétaire et environnementale du département des finances publiques du FMI), *Finances & Développement*, septembre 2021, pp. 10 et 11.

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2021/09/pdf/five-things-to-know-about-carbon-pricing-parry.pdf>

Sujet 23 – 4 - Evaluer l'exposé et l'entretien

Concepts nécessaires

externalité négative ; bien / mal collectif ; coût marginal de dépollution ; incitation ; réglementation ; norme (uniforme / différenciée) ; prix ; investissement ; assiette de taxation ; taxe (forfaitaire / proportionnelle) ; droits de propriété ; coûts de transaction ; quota ou plafond d'émission de G.E.S. (gaz à effet de serre) ; abaissement programme des plafonds d'émission ; vente aux enchères de permis d'émission de G.E.S. ; marché de permis d'émission (système de cap and trade) ; prix plancher du permis d'émission ; système de bonus-malus ; infrastructure / réseau ; coûts fixes ; rendements d'échelle croissants ; accords de Paris ; compétitivité commerciale ; pays émergent ; innovation ; mécanisme de coordination ; jeu à somme nulle / positive / négative ; ajustement (taxe) carbone aux frontières ; protectionnisme tarifaire ; perte sociale nette ; surplus des consommateurs / des producteurs ; bien-être.

Notions complémentaires

dilemme du réglementeur entre efficacités productive et allocative / entre efficacité allocative et effets redistributifs ; asymétrie d'information entre réglementeur et réglementé ; contrat incitatif ; contrat de réglementation incomplet ; groupe d'intérêts ; capture de la réglementation ; coûts / bénéfices de la réglementation ; coûts de transaction ; négociation / marchandage ; théorème de Coase ; incidence fiscale.

Connexions et remarques attendues, questions et perspectives possibles

- 1 - Internaliser les externalités : interdiction, négociation ou solution de marché ?

. Pourquoi une « externalité » est-elle un « défaut de marché » ? Les émissions de CO2 sont-elles excludables ? Et rivales ? Les « externalités », « maux collectifs » et « bien-être » : quels rapports ?

. « Interdire » permet-il de réduire les externalités négatives ? Discuter les avantages et coûts de l'interdiction. Qu'est-ce que le « principe pollueur-payeur » ? Qu'implique-t-il au plan informationnel ? Quand est-il inutilisable ? Peut-il être praticable mais un « remède pire que le mal » ? Quand y a-t-il « capture du réglementeur » ?

. Qu'est-ce que le « théorème de Coase » ? Des pêcheurs peuvent-ils choisir de dédommager une entreprise pour qu'elle ne pollue pas la rivière ? La réduction des coûts de transaction est-elle une justification de l'action publique ? Que penser de la formule de K. Arrow : « C'est une erreur que de limiter l'action collective à l'action de l'Etat » ?

. Expliquer comment fonctionne un marché de permis d'émission ou système de cap and trade. Cette solution de marché rend-elle l'Etat inutile ? Pourquoi abaisser selon un calendrier annoncé le plafond d'émission de chaque pollueur ? Fixer des plafonds ou vendre des quotas : quels arguments pour l'une et l'autre modalité d'attribution des permis d'émission ?

- 2 - Taxer les maux collectifs pour les réduire : incidence, coordination ... et distorsions ?

. Taxer une externalité procure un « double dividende », pourquoi ? Peut-on établir une politique fiscale et un programme de dépenses en taxant un « mal collectif » qu'on espère réduire ? Que propose l'auteur au 2^{ème} § pour l'usage de ces ressources fiscales ?

. Qu'est-ce que le « surplus des consommateurs » ? Le représenter sur un graphe offre-demande basique. Quel effet a une taxation sur la fonction de demande, le nouvel équilibre de marché et le surplus des consommateurs ? La pente de la demande importe-t-elle ? Le montrer sur deux graphes avec deux demandes très différentes. Qu'en déduire sur les effets économiques et sociaux d'une taxe carbone sur l'agriculture ? Et les consommateurs de produits agricoles ?

. Qu'est-ce qu'un « système de bonus-malus » pour l'assurance ? Et pour une taxe carbone ? Compenser la taxe carbone pour les bas revenus : plus facile à dire qu'à faire ? Quels problèmes d'incidence fiscale peut poser une taxe carbone ? Les entreprises ont-elles la même capacité à répercuter sur leurs clients les impôts et taxes qu'elles paient ? Pourquoi ?

. Le « prix plancher », un moyen de coordination adapté à la diversité des situations ? Un outil minimal ? Efficace ? Expliquer ce que sont des « mesures d'ajustement aux frontières » du dernier §. Quelle différence avec des droits de douane ? Avec quels avantages et limites communes ?

Grille d'évaluation - Entretien - Candidat BLSES (2023)

CANDIDAT

NOM :
Prénom :
Sujet :

EXAMINATEUR

NOM :
Prénom :

Date :
Heure :

DÉROULÉ	COMMENTAIRE	POINTS
I - COMMENTAIRE		
1) Sur le fond		
a) Construction de la présentation		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
6 pts 8 pts 10 pts 12 pts		
b) Connaissances		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
9 pts 12 pts 14 pts 18 pts		
c) Analyses et réflexion		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
9 pts 12 pts 14 pts 18 pts		
2) Sur la forme		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
6 pts 8 pts 10 pts 12 pts		
II - PRÉSENTATION & ÉCHANGE		
1) Présentation personnelle		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
2,5 pts 3 pts 4 pts 5 pts		
2) Motivation, projet		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
4 pts 6 pts 7 pts 8 pts		
3) Engagement		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
4 pts 6 pts 7 pts 8 pts		
4) Esprit d'initiative		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
4 pts 6 pts 7 pts 8 pts		
5) Capacité d'adaptation		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
3 pts 4 pts 5 pts 6 pts		
6) Qualité des réponses		
Neutre Assez Bien Bien Très bien		
2,5 pts 3 pts 4 pts 5 pts		
	NOTE EXAMINATEUR	/100
	NOTE JURY	/100

Concours BLSES – Oraux d’admission à l’École d’Économie de Toulouse (TSE)

Déroulé et critères d’évaluation de l’entretien (2023)

DÉROULÉ	CRITÈRES D’ÉVALUATION	POINTS
<p>Commentaire d’article d’actualité</p> <p><u>30 minutes</u></p> <p><i>Article tiré au sort</i> <i>Préparation : 30 minutes</i></p> <p><i>15 minutes de présentation par le candidat</i> <i>15 minutes de réponses aux questions du jury</i></p>	<p><u>Construction de la présentation</u> :</p> <p>Introduction. Lisibilité, cohérence et efficacité du plan. Conclusion (qualité de synthèse, richesse et pertinence des ouvertures)</p> <p><u>Connaissances</u> :</p> <p>Précision et adéquation des concepts, variété des références (théories, auteurs), souci des exemples et pertinence d’usage</p> <p><u>Analyse et réflexion</u> :</p> <p>Articulations (entre concepts, entre théories, entre théories et exemples). Citations précises et critiques d’un document. Mise en perspective de l’essentiel d’un document. Complexité et richesse de l’argumentaire. Finesse analytique et argumentative</p> <p>Distance par rapport aux notes, attitude, dynamisme Respect du format de l’épreuve Discours construit, clair et articulé Attention portée aux membres du jury Compréhension des questions / capacité à y répondre Expression mesurée et articulée des opinions et convictions</p>	60
<p>Présentation personnelle et échange avec le jury</p> <p><u>20 minutes</u></p> <p><i>5 minutes de présentation personnelle</i> <i>15 minutes d’échange avec le jury</i></p>	<p>Respect du format Présentation claire et construite Capacité de synthèse Motivation et projet d’études Engagement dans des activités extra-scolaires Esprit d’initiative Capacité d’adaptation Qualité des réponses aux questions du jury sur la présentation personnelle (sens de l’écoute, capacité à se saisir des questions, précisions des réponses et interactions avec le jury)</p>	40
50 minutes		100

Chaque sujet est inférieur ou égal à 2 pages. Le plus souvent, les sujets ont un document unique mais ils peuvent en avoir jusqu’à 3. Les thèmes sont variés et abordent tous une dimension appliquée de l’économie.

Juror's report

TSE BLSES orals

ENGLISH

28th June – 5th July 2023

STATISTICS

AVERAGE MARK 11,7/20

HIGHEST 19/20

LOWEST 4,5/20

ÉCART-TYPE 3,7

ATTACHED DOCUMENTS

- Assessment criteria
- Instructions for the candidate

ENGLISH ORAL ASSESSMENT

Articles related to economic issues and current affairs/world news were selected in order to stimulate discussion and thereby evaluate the candidate's English language level, general communication skills, level of understanding, general curiosity and ability to think critically.

Each candidate drew a number between 1 and 12 at random and was given the corresponding article to read.

The candidate had 30 minutes to read and think about the article, taking notes if (s)he so wished (articles of approximately 900 words)

Each jury was made up of one Université Toulouse Capitole or TSE English teacher (native speaker) and one 'Class préparatoire' English teacher.

During the 'presentation' time, the candidate had 10 minutes to present a summary of the article and the main points and issues raised, with or without giving an opinion, making a comment or two at the end (optional).

The remaining 20 minutes consisted of a discussion with the jurors, based on what the candidate said, questions about the topic of the article, points raised in the article not

presented by the candidate, the candidate's opinion on the subject and, time permitting, some general questions related to the topic and the candidate her/himself.

The jury's job was to distinguish between candidates with exceptional language skills, soft skills, critical thinking skills, curiosity and intellectual maturity who found pertinent and interesting answers to the questions asked, as opposed to those who made frequent basic-level, syntactical errors, were unambitious and short in their answers or those who lacked vocabulary, and who gave irrelevant or inaccurate answers, showing poor understanding of the article, the topic, and the questions asked.

GENERAL COMMENTS

Most students were well-prepared and quite confident despite the stress and pressure involved in such an exercise.

They did well, taking into consideration that some of the topics were quite challenging/technical. It gave some students a chance to show their ability to analyze difficult articles and even criticize certain points of view expressed by the authors.

Most understood the main points of the articles rather well and were able to summarize them quite effectively in the time allowed and generally managed to speak for ten minutes without too much waffle. Some were at a loss, lacking ideas and tended to repeat themselves, or go around in circles.

Overall, genuine efforts were made to answer the questions we asked as coherently and pertinently as possible. Most had some knowledge of the subjects we brought up related to economics and current affairs.

The most disappointing applicants lost marks mainly due to their weak language level, with a surprising lack of knowledge of very basic tenses as well as word for word translation from French leading to a plethora of Frenchisms/Franglais. The very rare applicant surprised us by the absence of specific preparation for the exam, e.g. transition words/expressions to introduce, order and contrast ideas.

ADVICE FOR FUTURE CANDIDATES

GENERAL

Do not write full sentences and proceed to read them to the jury.

Do not extract and repeat phrases from the text particularly without formally acknowledging that you are citing from the document.

Your 'summary' should show that you have the linguistic and analytical skills to identify and explain the main themes succinctly.

You are expected to speak naturally- this includes hesitation. Your 'summary' and comments on the article should not sound learnt off, monotonous, and must not, we repeat, NOT be read from your notes!

Practice voice delivery- (tone, word stress, pitch, volume). Show enthusiasm and use positive body language and facial expressions to add energy and liven up what you are saying.

It is not a presentation. Try to relax, communicate in a natural, interactive, way.

Applicants with maximum points tend to be passionate, show motivation.

Avoid waffle, going around in circles repeating the same thing. Try not to get sidetracked. Stick to the points raised in the article. Don't worry if it's not exactly ten minutes. Your summary should be well-structured, logical, coherent.

Do not prepare current affairs type topics by heart and try to incorporate them into the discussion, especially if it is unrelated to the topic at hand. Keep to the point. Don't try to fool the jurors.

Do not hesitate to say what you found confusing, refer to an expression or reference you're not familiar with- do not pretend to understand. Be honest at all times.

Those who got excellent marks, as well as having excellent language skills, tended to show they were curious, looked and sounded sharp, energetic, were pleasant communicators, articulated well, did not mumble, had good eye contact, came across as positive and genuine, with a certain intellectual maturity and interesting ideas and opinions on the issues raised. They seemed well-read, and interested in the world around them and were able to incorporate a variety of contextually relevant comparisons. Ideally the interview becomes a two-way exchange of thoughts and ideas rather than the candidate answering predictable questions.

LANGUAGE-SPECIFIC

Careful of false cognates e.g. *actually, formation, societies, actuality*, legitimize, imports not *importations, IMPORTANT* (frequently misused) and direct, literal translation, Frenchism. Learn how to say theoretically, inheritance, The Western world rather than *occidental*, pollute, campaign/countryside; *la volonté de* (a desire, they want to...), *comportement* BEHAVIOURAL Economics, *inconvenient*/drawbacks or disadvantages, *eventually*/FINALLY, a driving LICENCE/a degree; to *treat a patient*/process data; seminar/seminary, class/course, level of life/way of life /standard of living, a problem risen, find / found, rise/raise, economic / economical / economist, ETHICAL not ethic or etic, PRACTICAL not practic, SENSITIVE not sensible; a POLITICIAN is not the same as a POLICY, AFFECT not touch people; SUCH AS not just 'as' for giving examples, specify not precise (adjective not verb), IT not informatic, GRANT /SUBSIDY not subvention, CONSUMERS not consommateurs, The 'consumer (not consumption) society'.

Economic, Economy, Economics, Economical-, an economist: learn the difference.

Learn how to use the present simple as opposed to the present continuous (overuse of '-ing' !the article is dealing with....they are using/they use)

An article does not SPEAK/TALK 'It is about....'

Past participle after 'have' - they would have SAID (not say; o be + past participle passive voice- they were trained).

Gerund- it's worth **implementing**; They're used to **doing** it.

Make and Do- research has been **DONE**.

The use of THE: The IMF/The World Bank/The American dream

BUT NOT for society; wages; capital; NATO, working conditions, renewable energy (usually not energies), cigarettes.

Plurals: Self made **MEN** not mans, **EVERY DAY** not all the days, 5 **million** dollars, people **die**, PointS of view.

(Un)countables: Research, Legislation, Green energy, Pollution; misinformation, social media; less is not the same as fewer: Less pollution, fewer students.

Be more ambitious with regard to vocabulary, idiomatic expressions- show us what you know, how sophisticated your vocabulary can be! Do not, however, constantly repeat the same phrase.

Learn useful connectors and use them appropriately – to order your thoughts, to add, to contrast, to generalize and to give your own opinion (avoid '*in a first time, on the other side, in the other way, in a first part...*' wrong use of '*then*').

Learn to use caution - modals e.g. 'there might be'

Learn to use caution - modals e.g. 'there might be a correlation between...'; 'This may cause/have caused...'; 'one possible explanation might be ...'

Prepositions (or not) -an article by Jean Tirole (not OF) participate IN, to lack something, discuss something, allow something, stop working, suffer from (not of)

Revise the use of **this/these/that/those**.

French/France, *the French's* opinion, French people's opinions *the Macron's* government Emmanuel Macron's government.

Weaker students, needless to say, need to brush up on the use of basic tenses and practise speaking and giving opinions with more confidence and spontaneity.

Pronunciation

Careful of pronunciation of law, war, launder, dividends, months, measure, finally, comparison, psychological, acquisition, investors, first, fiscal, the last 's': resources, in terms of; no/now, 'a' in agent, NATO, aviation, basic; an idea, criticize, criticism, leisure, emphasis, to emphasize, because (NOT becose).

Learn to use caution - modals e.g. 'there might be a correlation between...'; 'This may cause/have caused...'; one possible explanation might be ...

Vowels sounds: cost NOT coast; AUTHORS not owters; OIL not ole.

H – if it's written with an 'h', say it; If it's not written, do not add an 'h'! Hall / All / Already

Qu = KW, not K for Qualification; the Queen etc.

Word stress- developed, important / impotent, supermarket / spermarket, broadsheet NOT bullshit, ecological.

Generally try to avoid a jerky style of pronunciation whilst retaining a pattern of chunks and pauses.

Concours BLSES

Épreuve orale d'admission : Anglais

Consignes

Preparation time / *Durée de la préparation : 30 minutes*

Discussion time / *Durée de l'épreuve : 30 minutes*

No devices/documents/books/dictionaries allowed

Liste des documents autorisés : aucun

During your preparation time you must read the article and prepare to talk about the main points raised. You may make notes (key words, bullet points for example), write on or highlight parts of the article.

During the oral :

- You will be expected to summarize the main theme of the article and present the main points raised (about 10 minutes).
- You will also be asked to answer questions related to the article, take part in a discussion and give your opinion about the points raised and related issues (about 20 minutes).

All documents and notes must be left in the room, i.e. **not** taken with you at the end of the interview.

Durant votre temps de préparation, vous devez lire l'article et vous préparer à discuter des points clés. Vous pouvez prendre des notes, écrire ou surligner directement sur l'article.

Durant l'oral :

- Vous ferez une présentation synthétique de l'article en mettant en exergue les éléments importants (environ 10 minutes)
- Vous répondrez aux questions du jury sur l'article et prendrez plus largement part à un échange en donnant votre opinion sur les points soulevés et les enjeux associés (environ 20 minutes).

Tous les documents doivent être laissés dans la salle de l'oral.

Assessment criteria

DATE : <input type="text"/>	SUBJECT : <input type="text"/>	APPLICANT : NAME IN FULL <input type="text"/>	JUROR 1 : NAME IN FULL <input type="text"/>	JUROR 1 <input type="text"/> /20 JUROR 2 <input type="text"/> /20 AVERAGE <input type="text"/> /20	
TIME : <input type="text"/>	<input type="text"/>				
NOTES/COMMENTS	Overall impression - communication skills, quality of interaction		Overall impression of language level based on the interview		TOTAL NUMBER OF POINTS OUT OF 40 JUROR 1 <input type="text"/>
	EXCEPTIONAL	5	NATIVE/BILINGUAL	5	DIVIDED BY 2= out of 20 <input type="text"/>
	VERY GOOD	4	C2	4	Breakdown of 40 points Interaction <input type="text"/> / 5
	GOOD	3	C1	3	Language Level <input type="text"/> / 5
	AVERAGE	2	B2	2	Interview <input type="text"/> /30
	BELOW AVERAGE	1	B1	1	
	POOR	0	A2	0	
	AWFUL	-1	A1	-1	

ELEMENTS TO CONSIDER DURING THE INTERVIEW	EXCELLENT	VERY GOOD	GOOD	AVERAGE	POOR	TOTALS					
COMPREHENSION/SYNTHESIS 5pts - Comprehension of the article, instructions - Ability to synthesize and present the main points raised in the article - Ability to understand and answer our questions pertinently - Evidence of analytical skills, curiosity, critical mind, intellectual maturity	5	4	3	2	1	Out of 5					
ORAL COMMUNICATION 5pts - Ability to interact with confidence/comfort/ease in English - Fluency of expression, flow/fluidity, spontaneity, lack of hesitation - Voice delivery, clarity of diction-pronunciation, accent, insofar as it did not affect comprehension, coherence, clarity Asking for repetition should not be sanctioned	5	4	3	2	1	Out of 5					
SYNTAX 10pts - Accuracy- grammar, sentence structure- from free of mistakes in advanced structures to many mistakes in basic structures	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	Out of 10
LEXIS 10pts - Range of vocabulary and idiomatic expressions- from varied, sophisticated, ambitious, appropriate style and register to very basic, poor, rudimentary vocabulary	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	Out of 10
NOTES/EXPLANATIONS FOR VERY LOW MARKS											TOTAL OUT OF 30 <input type="text"/>

CONTACTS

Enseignant ? Étudiant ? Si vous souhaitez davantage d'informations, n'hésitez pas à nous contacter :

concours-bl@tse-fr.eu ∞ 05 61 63 57 75

Responsables d'épreuve 2023

ANGLAIS

jennifer.harpur@tse-fr.eu ∞ 05 61 12 86 23

ENTRETIEN

christine.maurel@tse-fr.eu ∞ 05 61 12 85 31

MATHÉMATIQUES

adrien.blanchet@tse-fr.eu ∞ 05 61 12 85 51

Responsable des parcours accessibles via le concours BLSES

Licence 3 Économie

philippe.alby@tse-fr.eu ∞ 05 61 12 85 31

Licence 3 Économie et Mathématiques

benedicte.alziary@tse-fr.eu ∞ 05 61 12 85 08

Et si vous souhaitez échanger avec un lauréat ou une lauréate du concours

Marianne Viriot

Etudiante ∞ Licence 3 Economie

marianne.viriot@ut-capitole.fr

Clément Barcaroli

Etudiant ∞ Licence 3 Economie et MIASSH

clement.barcaroli@ut-capitole.fr

Célia Gaudin

Etudiante ∞ Licence 3 Economie et MIASSH

celia.gaudin@ut-capitole.fr